

AL'APPROCHE DU RÉDÉRENDUM, LA MENACE DE DICTATURE SE PRÉCISE...

Nos constituants ont poussé le souci de nous doter d'une «*Constitution*» idéale jusqu'à ne pas vouloir prendre les traditionnelles vacances parlementaires avant d'en avoir fini avec l'oiseau rare dont ils nous menacent.

Le surcroît de travail que représente, pour eux, un tel effort constitue une rude épreuve pour des cerveaux aussi peu imaginatifs. Mais que le lecteur n'aille pas croire que nous compatissons aux embarras de ces pêcheurs en eau trouble. Nous voulons simplement souligner leur impuissance, leur incapacité, OU LEUR MAUVAISE FOI.

Hier opposés sur un point, les partis en présence se mettent d'accord, puis se «*séparent*» à nouveau et enfin se donnent fraternellement l'accolade lorsque le danger d'être éliminé du pouvoir les menace tous en même temps.

Il n'y a plus de place aujourd'hui entre la dictature d'un parti et celle d'un homme. Il n'est pas de constitution qui puisse éviter en même temps ces deux formes de gouvernement. Et quel que soit le texte constitutionnel, l'évolution même d'une économie en pleine déconfiture amènera les hommes d'État à employer la manière forte afin de mâter les mécontents, de sauver les apparences et de donner le spectacle d'un ferme équilibre qui est d'un autre âge.

Le général de Gaulle a la partie belle; il l'a fort bien compris. Les dirigeants du parti communiste également; cependant que les autres partis, tout disposés qu'ils soient à utiliser le prestige du «*libérateur*» pour contrebalancer ce qui pourrait favoriser une dictature stalinienne, ne veulent pas voir ce politique improvisé leur enlever les chances qui leur restent de gouverner le pays. Les communistes, de leur côté, ne désespèrent pas de pouvoir exploiter à leur profit les déclarations maladroites de ce militaire ambitieux.

On parle ces jours-ci de la présentation, aux prochaines élections, de listes «*gaullistes*». Même si l'aspirant dictateur ne se présentait pas, affirmeraient ses partisans, des candidats se présenteraient pour défendre «*sa*» politique. Nous revenons au beau temps du boulangisme. Mais le général Boulanger entrerait en scène à une heure où le libéralisme économique n'était pas à bout de souffle et où la conjoncture politique pouvait encore permettre certaines fantaisies du genre de la marche sur l'Élysée sans qu'il s'ensuive un changement notable dans l'évolution des événements.

La prospérité factice de l'économie d'alors - due en grande partie à un colonialisme cruellement impitoyable - offrait encore au libéralisme les moyens de se repêcher. Aujourd'hui, il n'en va plus de même. Si la tentative d'instauration de dictature personnelle du discoureur de Bayeux échoue, si les espoirs de domination stalinienne sont déçus, ce ne sera qu'au prix d'un compromis très provisoire qui ne résoudra rien. Si l'alternative, pour les politiciens, réside dans deux formes de dictature dont ils devraient choisir celle qui leur ferait la meilleure place, le dilemme pour le peuple ne change pas et une question se pose à lui de façon de plus en plus pressante: ou la dictature économique d'une classe continuera à s'imposer à lui au moyen d'un quelconque principe gouvernemental, ou le Gouvernement s'effondrera avec toute l'économie à laquelle il aura dû son pouvoir politique et périodique.

Or, seule, la Révolution sociale, la grève générale expropriatrice peut balayer en même temps toutes les causes dont la dictature n'est qu'un des tristes effets. La *Fédération des Hommes libres* demeure la planche de salut de la liberté - l'État l'ayant menée au bord du gouffre.

LE LIBERTAIRE.
